

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE

Usine d'Estarac
31360 Boussens

Références : 2026/8
Code AIOT : 0006802544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE implanté Usine d'Estarac 31360 Boussens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour thème la prévention des risques technologiques liées aux fortes chaleurs. Dans les installations industrielles, les fortes chaleurs, qu'elles soient caniculaires ou supérieures aux températures observées à la même période, sont à l'origine de nombreux événements industriels, qu'elles en soient la cause ou un facteur aggravant. La région Occitanie est particulièrement concernée au regard des nombreux épisodes caniculaires rencontrés ces dernières années. Avec le changement climatique ces épisodes vont s'amplifier et peuvent concerner de nombreux secteurs d'activité.

Le principal phénomène dangereux rencontré est l'incendie généré notamment par des fermentations ou des auto-échauffements de matières, produits ou déchets, des effets loupe, mais

aussi des surchauffes électriques ou de matériel, des montées en température ou en pression et également des feux de broussailles. Les moyens en eau nécessaires sont importants et parfois difficiles à mobiliser en période de fortes chaleurs.

La présente visite vise, pour le site BASF de Boussens, à ;

- s'assurer que l'analyse des risques réalisée par l'exploitant prend en compte l'anticipation des effets liés à des épisodes de fortes chaleurs (substances sensibles à la chaleur, surchauffes, dégradation d'équipements de sécurité, dimensionnement des systèmes de refroidissement ...),
- vérifier que les procédures d'exploitation prennent en compte, par anticipation et sur la base d'alertes météorologiques, les situations liées aux fortes chaleurs,
- s'assurer que les réserves en eau incendie sont suffisantes et utilisables.

Une campagne de contrôles similaires sera menée en 2026, à l'échelle de l'Occitanie, dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées. Elle concernera en particulier les sites à autorisation (Seveso, sites de production).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE
- Usine d'Estarac 31360 Boussens
- Code AIOT : 0006802544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site BASF de Boussens, anciennement Cognis et intégré au groupe BASF depuis 2010, est une usine chimique d'environ 100 salariés, spécialisée dans la transformation d'huiles végétales en ingrédients industriels. L'activité s'articule autour de plusieurs ateliers, certains fonctionnant en continu, d'autres en batch. Les plus grandes cuves du site sont dédiées au stockage des matières premières, principalement des huiles végétales destinées à la fabrication d'alcools gras et d'esters méthyliques.

Les produits finis sont commercialisés sous forme liquide ou solide après pastillage. Le site a également exploité un atelier de stérols, consistant à extraire des stérols végétaux à partir de résidus issus de la distillation de biocarburants, utilisés comme agents anticholestérol, avant son arrêt faute de disponibilité de matières premières.

En raison de la nature et des quantités de substances chimiques mises en œuvre et stockées, le site est classé Seveso seuil haut et encadré par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires (20 octobre 2010, 6 septembre 2016, 17 décembre 2018, 21 et 22 avril 2020, 31 mai 2021 et 2 février 2022).

Thèmes de l'inspection :

- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse de risques liés aux fortes chaleurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	Sans objet
2	Matières, produits ou déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contenants de matières, produits ou déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Conditions de stockage de matières, produits ou déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Mesures constructives, refroidissement des locaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
6	Surveillance des installations en cas de fortes chaleurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
7	Détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
8	Fiabilisation des équipements de réfrigération/refroidissement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
9	Installations électriques et surchauffes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
10	Disponibilité de la ressource en eau	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que le groupe BASF a réalisé, en 2025, une évaluation générique des risques climatiques pour les installations qu'il exploite et que cette analyse a été déclinée pour le site de Boussens. Cette analyse évalue, notamment, l'incidence des fortes chaleurs et des épisodes de sécheresse, tant en termes de risques accidentels que d'impacts pour l'environnement. Suite aux conclusions de l'étude, des réflexions sont actuellement engagées par BASF sur des actions à mettre en œuvre pour réduire la vulnérabilité du site vis-à-des des risques liés aux fortes chaleurs. La visite n'a pas conduit l'inspection à relever de faits conduisant à des propositions de suites administratives. Toutefois, des observations ont été formulées sur l'analyse menée par BASF. Ainsi, l'inspection a demandé à l'exploitant de vérifier que le modèle prospectif retenu pour l'étude intègre la Trajectoire de Réchauffement de Référence pour l'Adaptation au Changement Climatique [TRACC] établie par le ministère en charge de l'écologie, à savoir un réchauffement

attendu de 2 °C en 2030, 2,7 °C en 2050 et 4 °C en 2100 en France métropolitaine.

Elle a également invité BASF à poursuivre son évaluation des risques liés aux fortes chaleurs pour son site de Boussens, en approfondissant l'examen des points suivants :

- caractéristiques des matières premières, des produits finis et des déchets présents sur le site, et conditions de leur stockage ;
- renforcement et fiabilisation des capacités des systèmes de refroidissement mis en œuvre sur le site (climatisations, groupes froids) ;
- critères de conception des détecteurs et des éléments constituant les barrières de sécurité du site, afin de s'assurer de l'absence de vulnérabilité de ces équipements aux fortes chaleurs ;
- évaluation des risques présentés par les fortes chaleurs, couplés éventuellement aux épisodes de sécheresse, sur les capacités de pompage incendie du site ;
- évaluation des risques de potentielles surchauffes électriques ou de courts-circuits sur les moteurs et les batteries de condensateurs des transformateurs ;
- suffisance de la prise en compte, dans les procédures d'exploitation du site, des risques liés aux fortes chaleurs. Sur ce point, l'inspection a demandé à BASF d'examiner les pistes suivantes d'actions à mettre en œuvre lors des fortes chaleurs :
 - nécessité d'organiser une vérification renforcée des stockages en IBC, des systèmes de climatisation et des groupes froids, des moteurs et des batteries de condensateurs des transformateurs, des paramètres d'exploitation et de sécurité à surveiller (pression, température,...) ou de mettre en place des actions spécifiques de surveillance ;
 - renforcement des fréquences de remplacement de l'eau de la garde hydraulique des bacs de stockages d'acide chlorhydrique.

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui adresser ses conclusions, ainsi que l'état d'avancement de ses réflexions, sous 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse de risques liés aux fortes chaleurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
Thème(s) : Actions régionales, Analyse de risques liés aux fortes chaleurs
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Article 7 [...] 2. Analyse de risques L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...] Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

Constats :

L'étude de dangers du site a été réexaminée par l'exploitant en 2024. Ce réexamen a été formalisé par la remise d'une notice de réexamen (datée du 12 mars 2024) et d'une étude de dangers mise à jour (version H d'août 2024).

L'instruction de la notice de réexamen a conduit l'inspection à formuler des observations. Des éléments de réponse sont attendus de la part de BASF.

S'agissant des risques susceptibles d'être induits par les fortes chaleurs, dans le cadre de la visite, objet du présent rapport, l'inspection a relevé que l'étude de dangers mise à jour ne les aborde pas (cf. notamment, pages 77 à 79 - risques liés à l'environnement naturel). Ceci a été confirmé par BASF lors de la visite.

Toutefois, l'exploitant a précisé que le groupe BASF a réalisé, en 2025, une évaluation générique des risques climatiques « Physical Climate Risk Assesment » pour les installations qu'il exploite. Cette analyse évalue, notamment, l'incidence des fortes chaleurs (« Acute - Heat wave ») et des épisodes de sécheresse, tant en termes de risques accidentels que d'impacts pour l'environnement.

Cette évaluation a été déclinée pour le site de Boussens sur la base de 32 questionnements. Pour cela, un groupe de travail associant des représentants de la Direction, des services Hygiène Sécurité Environnement [HSE], Énergie, Production du site de Boussens a été constitué. L'analyse a été menée sur 3 jours. Elle comporte une partie prospective faisant l'hypothèse qu'11 jours seront au-dessus de 35° C en 2025 et 21 en 2050.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des éléments confirmant que le modèle de projection utilisé prend en compte la Trajectoire de Réchauffement de Référence pour l'Adaptation au Changement Climatique [TRACC] établie par le ministère en charge de l'écologie, à savoir un réchauffement attendu de 2 °C en 2030, 2,7 °C en 2050 et 4 °C en 2100 en France métropolitaine.

Pour le site de Boussens, BASF a identifié 2 risques principaux qualifiés en « Bad surprises » : les fortes chaleurs et la sécheresse. L'acceptabilité de ces risques a été examinée selon une grille de cotation en probabilité/gravité (perte d'exploitation) propre à BASF.

Pour le site de Boussens, l'analyse conclut à des risques acceptables actuellement (zone verte) et moyens (zone jaune) sur le long terme. Cette dégradation du classement est due aux risques potentiels de rejets d'effluents en Garonne présentant, dans le futur, des températures non conformes aux valeurs seuils réglementaires.

S'agissant de l'incidence en termes de risques accidentels, BASF a identifié des vulnérabilités dont celles ci-dessous :

- augmentation du risque d'incendie en cas de fuite de produits ;
- vulnérabilité des locaux électriques et ceux abritant les serveurs ;
- écartement des rails des voies ferrées du site sous l'effet de la chaleur (dilatation sous l'effet de la chaleur) ;
- risque de perte d'électricité (les locaux abritant les transformateurs n'étant pas climatisés) ;
- incidence sur les eaux incendie (cette incidence est liée aux épisodes de sécheresse) ;
- vulnérabilité des dispositifs de climatisation du site (augmentation de la consommation d'électricité et défaillance des équipements).

Selon BASF, suite aux conclusions de cette étude, des réflexions sont actuellement engagées sur des actions à mettre en œuvre pour réduire la vulnérabilité du site vis-à-des des risques climatiques (fortes chaleurs et sécheresse).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- transmettra, à l'inspection, l'évaluation générique des risques climatiques « Physical Climate Risk Assessment » réalisée pour le site de Boussens ;
- vérifiera que le modèle prospectif retenu pour l'étude intègre la TRACC française. BASF transmettra à l'inspection les conclusions de sa vérification, Dans la négative, l'exploitant est invité à réviser son étude pour la prendre en compte ;
- précisera les pistes d'actions actuellement envisagées pour réduire la vulnérabilité du site vis-à-des des fortes chaleurs ;
- intégrera les conclusions de son analyse, le cas échéant révisée, dans l'étude de dangers du site.

Pour les éléments à transmettre, il est demandé à l'exploitant de les adresser à l'inspection **sous 1 mois** (évaluation générique des risques climatiques, conclusions de la vérification des hypothèses prises pour le modèle prospectif, pistes d'actions actuellement envisagées pour réduire la vulnérabilité du site aux fortes chaleurs).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Matières, produits ou déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Actions régionales, Matières, produits ou déchets

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Article 49

État des matières stockées

[...]

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

[...]

Constats :

BASF n'identifie pas, sur son site de Boussens, de produits présentant un point d'auto-inflammation bas ou de risque de décomposition, ni de risque d'emballement de réaction, ou de polymérisation sous l'effet de fortes chaleurs.

L'inspection note, toutefois, que l'exploitant, dans le cadre de son évaluation des risques climatiques, n'a pas passé en revue de manière systématique, les fiches de données sécurité [FDS] des produits susceptibles d'être présents sur le site, ni les caractéristiques des déchets.

<p>L'identification des matières premières, des produits finis ou des déchets présents sur le site, susceptibles de réagir à la chaleur (par décomposition, polymérisation, surpression...) mériterait d'être approfondie, notamment en passant en revue l'ensemble des FDS des matières premières et des produits finis et l'ensemble des caractéristiques des déchets susceptibles d'être présents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>BASF est invité à approfondir l'évaluation des risques liés aux fortes chaleurs, en passant en revue l'ensemble des fiches de données sécurité des matières premières et des produits finis (températures d'auto-inflammation, température de décomposition et risques associés), ainsi que l'ensemble des caractéristiques des déchets susceptibles d'être présents.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre ses conclusions sous 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contenants de matières, produits ou déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Contenants de matières, produits ou déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon BASF :</p> <ul style="list-style-type: none"> les produits stockés en IBC peuvent être des produits de traitement de l'eau (stockages en intérieur ou en extérieur), des esters méthyliques (stockages en extérieur non abrités), des déchets (huiles, ratés de fabrication) ; les liquides inflammables ne sont pas stockés en IBC ; les produits nécessitant d'être stockés sous abri, le sont, notamment sous des auvents ; les déchets sont stockés dans une zone dédiée, à l'écart des autres installations du site. D'après l'exploitant, des rondes sont régulièrement réalisées sur cette zone ; leur fréquence est augmentée en périodes de fortes chaleurs. <p>Lors de la visite de terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'inspection a pu constater que les IBC contenant des esters et des produits de traitement des eaux (acide chlorhydrique, chlorite de soude) sont stockés en extérieur dans des zones dédiées non abritées. La fiche de données sécurité d'un de ces esters stockés, consultée durant l'inspection, ne préconise pas de le stocker sous abri. S'agissant des stockages

<p>d'IBC contenant de l'acide chlorhydrique ou du chlorite de soude, la visite n'a pas permis de déterminer si ces produits nécessitaient d'être protégés des effets de la chaleur ou du rayonnement direct ;</p> <ul style="list-style-type: none"> l'inspection a constaté la présence d'un IBC stockant un produit contenant des traces de méthylate de sodium, entreposé sous un auvent (derrière la zone spécialités J09). L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si cet IBC peut être sujet à dilatation en cas de fortes chaleurs, compte tenu de la nature du produit contenu, et s'il mériterait, en conséquence, de faire l'objet de vérifications renforcées lors des épisodes de canicule.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection les fiches de données sécurité de l'acide chlorhydrique et du chlorite de soude qui étaient stockés lors de la visite (sous 1 mois).</p> <p>BASF est invité à approfondir l'évaluation des risques liés aux fortes chaleurs pour son site de Boussens, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> passant en revue les préconisations sur les conditions de stockage mentionnées dans les fiches de données sécurité de l'ensemble des matières premières et produits finis présents sur le site, et en examinant les conditions de stockages des résidus de production et de déchets entreposés en IBC ; examinant la nécessité d'organiser des vérifications renforcées de ces stockages, lors des périodes de fortes chaleurs. <p>Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection ses conclusions sous 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Conditions de stockage de matières, produits ou déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Conditions de stockage de matières, produits ou déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...] -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon BASF :</p>

- les réservoirs de stockage de produit sont, pour la plupart, calorifugés. Ils sont à pression atmosphérique et il n'est pas redouté une montée en pression des bacs sous l'effet des fortes chaleurs. Une grande partie des réservoirs est équipée de niveau permettant une marge d'exploitation suffisante. Certains bacs sont inertés à l'azote. Il n'est donc pas nécessaire de procéder à des ajustements des niveaux de ces réservoirs en fonction des températures extérieures ;
- quelques réservoirs de stockage disposent d'une garde hydraulique. **Lors de la visite, l'exploitant a indiqué réfléchir à la nécessité de remplacer plus régulièrement l'eau de la garde hydraulique en cas d'épisodes de fortes chaleurs ;**
- les stockages ne sont pas situés à proximité d'éléments pouvant constituer un effet « loupe » (concentration des rayons du soleil à travers un morceau de verre (pare-brise, vitres non occultées...).

Lors de la visite de terrain, l'inspection n'a pas constaté la présence de stockages à proximité d'éléments pouvant constituer un effet « loupe » ou à proximité de sources de chaleur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

BASF est invité à approfondir l'évaluation des risques liés aux fortes chaleurs pour son site de Boussens, en poursuivant sa réflexion sur le renforcement des fréquences de remplacement de l'eau de la garde hydraulique des bacs de stockages d'acide chlorhydrique.

Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection l'état d'avancement de ses réflexions **sous 6 mois**.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures constructives, refroidissement des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions régionales, Mesures constructives, refroidissement des locaux

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Article 47

Principes généraux de prévention des risques

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a cité les actions suivantes prises ces dernières années pour réduire l'impact des fortes chaleur sur la production et le personnel du site :

- toit de l'atelier pastillage peint en blanc pour éviter l'accumulation de la chaleur, cette dernière pouvant dégrader la qualité des pastilles stockées dans l'atelier ;
- mise en place d'un toit pare-soleil sur le bungalow de stockage des peintures ;

- remplacement de vitrages de certains bâtiments (vitrages dits "faible entrée solaire"), pour l'ergonomie des travailleurs ;
- mise en place d'un rafraîchissement du local abritant le compresseur de la zone OVH ,l'objectif étant de maîtriser la température de l'huile de cet équipement.

Lors de la visite de terrain, l'inspection a pu constater, de visu, les aménagements présentés par l'exploitant : peinture en blanc du toit de l'atelier pastillage et mise en place d'un toit pare-soleil sur le bungalow de stockage des peintures.

S'agissant des transformateurs électriques, ces équipements ne sont pas dans des bâtiments climatisés. Toutefois, selon l'exploitant :

- les locaux sont suffisamment ventilés ;
- les températures dans ces locaux peuvent atteindre 55 °C l'été en pleine exploitation, mais aucun problème majeur d'exploitation n'a été identifié jusqu'à présent.

Pour les locaux électriques et les locaux abritant les automates ou les serveurs informatiques, leur température est régulée via des systèmes de climatisation ou des groupes froids (température maintenue entre 20 et 25°C). Pour certains d'entre eux, les dispositifs de régulation de température sont redondés. Lors de la visite, l'inspection a pu constater, de visu, que les températures de certains de ces locaux est effectivement régulée à une vingtaine de degrés Celsius. Par ailleurs, l'exploitant a précisé que les onduleurs et les automates sont en capacité de fonctionner à des température ambiante de 55°C. Les notices techniques d'un des automates de sécurité du site et des onduleurs précisent que la température maximale d'ambiance pour l'automate est de 60°C **et celle d'exploitation pour les onduleurs de 40°C.**

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir engagé une réflexion sur les possibilités de redonder les systèmes de régulation de température pour ceux qui ne le sont pas, d'augmenter la capacité des groupes froids, et de revoir la technologie de certains équipements de refroidissement (refroidissement à l'eau, jugé plus fiable par BASF, au lieu de refroidissement à l'air).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

BASF est invité à approfondir l'évaluation des risques liés aux fortes chaleurs pour son site de Boussens, en poursuivant sa réflexion sur le renforcement et la fiabilisation des capacités des systèmes de refroidissement mis en œuvre sur le site.

Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection l'état d'avancement de ses réflexions **sous 6 mois.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des installations en cas de fortes chaleurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions régionales, Surveillance des installations en cas de fortes chaleurs

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Article 59

Consignes d'exploitation et de sécurité

[...]

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes

circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
[...]

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a cité comme mesures de surveillance mises en place sur son site, lors des épisodes de fortes chaleurs :

- le renforcement des rondes de surveillance de la zone dédiée au stockage des déchets et, dans cette zone, la mise en place d'un arrosage durant 5 minutes au-dessus d'une benne de stockage de déchets ;
- l'intégration, dans la trame de plan de prévention utilisée par le site, de dispositions liées aux fortes chaleurs (le plan de prévention est une obligation découlant du code du travail. Il vise à encadrer et prévenir les risques liés à l'intervention d'entreprises extérieures au sein des sites): interdiction d'accès avant 6 heures du matin notamment. Selon l'exploitant, il n'a, en revanche, pas été jugé nécessaire de revoir la trame de permis de feu ou d'autorisation.

Lors de la visite de terrain, l'inspection a pu constater, de visu, la présence d'une rampe d'arrosage au dessus d'une benne, dans la zone dédiée à l'entreposage des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

BASF transmettra à l'inspection la trame de plan de prévention utilisée sur le site (**sous 1 mois**).

BASF est invité à approfondir l'analyse de sa maîtrise des risques liés aux fortes chaleurs pour son site de Boussens, en vérifiant que les différentes procédures d'exploitation du site prennent suffisamment en compte ces risques, et en examinant la nécessité d'organiser, pour chaque équipement, installation, ou stockage, des vérifications renforcées les différents paramètres d'exploitation et de sécurité à surveiller (pression, température,...) ou de mettre en place des actions spécifiques de surveillance, lors des épisodes de fortes chaleurs.

Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection l'état d'avancement de ses réflexions **sous 6 mois**.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55

Thème(s) : Actions régionales, Détecteurs

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Article 55

Surveillance et réseau de détecteurs

A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des

alimentations de secours ...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

[...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a questionné l'exploitant sur la vulnérabilité aux fortes chaleurs des détecteurs et des barrières de sécurité de son site, dont les mesures de maîtrise des risques [MMR].

De l'échange eu, il ressort que BASF n'a pas, dans le cadre de son étude des risques climatiques, passé en revue les critères de conception des éléments constituant les barrières de sécurité de son site (en particulier leur vulnérabilité aux fortes chaleurs).

S'agissant des détecteurs :

- l'inspection a demandé à l'exploitant si la MMR dont la fonction est d'arrêter le transfert de méthanol sur débit nul peut être vulnérable aux fortes chaleurs, en particulier sa partie "détection de débit nul". Selon l'exploitant, la partie "détection de débit nul" n'est pas assurée par un capteur, mais par un dispositif mécanique de restriction de débit. **Lors de la visite, l'inspection n'a pu consulter la fiche de vie de la MMR détaillant son fonctionnement;**
- l'inspection a pu consulter la fiche technique des détecteurs de flammes installés sur le site. D'après ce document, la plage de température de fonctionnement est comprise entre - 40°C et + 70°C ;
- l'inspection a pu constater, lors de la visite de terrain, que pour le détecteur de débit installé sur la conduite d'alimentation en hydrogène des unités d'hydrogénation, un marquage indique une température maximale d'exploitation de 70°C. **Toutefois, la fiche technique du détecteur n'a pu être consultée.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

BASF est invité à approfondir l'analyse de sa maîtrise des risques liés aux fortes chaleurs, en :

- passant en revue les critères de conception des éléments constituant les barrières de sécurité de son site, et des détecteurs, afin de s'assurer de leur absence de vulnérabilité aux fortes chaleurs ;
- examinant, le cas échéant, les mesures complémentaires à mettre en place pour réduire leur vulnérabilité.

Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection ses conclusions sous 6 mois.

BASF transmettra à l'inspection **sous 1 mois** :

- la fiche de vie de la MMR dont la fonction est d'arrêter le transfert de méthanol sur débit

- nul, détaillant son fonctionnement et les différents éléments la constituant ;
- la fiche technique du détecteur de débit installé sur la conduite d'alimentation en hydrogène des unités d'hydrogénation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Fiabilisation des équipements de réfrigération/refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions régionales, Fiabilisation des équipements de réfrigération/refroidissement

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Article 56

Utilités

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

[...]

Constats :

Selon l'exploitant, les systèmes de climatisation et les groupes froid du site font l'objet d'entretiens périodiques. Le suivi du planning des entretiens est assuré via un outil informatique de type Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur [GMAO]. L'exploitant a pu présenter à l'inspection la date de la dernière vérification des climatisations d'un local abritant un automate : 11/09/2025. Toutefois, le rapport de vérification n'a pu être consulté, ce dernier n'étant pas encore établi selon l'exploitant.

Les systèmes de climatisation et des groupes froid du site ne font pas l'objet de contrôles renforcés lors des épisodes de fortes chaleurs. La mise en place de contrôles renforcés de ces équipements ne fait partie des axes d'actions envisagées par BASF pour améliorer la maîtrise de la vulnérabilité de son site aux fortes chaleurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

BASF adressera à l'inspection le rapport rendant compte de la vérification des climatisations du local abritant un automate (cf. référence en partie confidentielle), réalisée le 11/09/2025, **dès réception.**

BASF est invité à poursuivre l'analyse de sa maîtrise des risques liés aux fortes chaleurs pour son site de Boussens, en examinant la nécessité d'organiser des contrôles renforcés des systèmes de climatisation et des groupes froid du site lors des épisodes de fortes chaleurs.

Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection l'état d'avancement de ses réflexions **sous 6 mois.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques et surchauffes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Actions régionales, Installations électriques et surchauffes
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 66 Installations électriques A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]
Constats : Le Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industriels (BARPI) de la direction générale de la prévention des risques (DGPR) du ministère en charge de l'environnement, dont le rôle est, notamment, de : <ul style="list-style-type: none"> • collecter, analyser et diffuser les données relatives aux incidents ou accidents industriels, technologiques et agricoles, ainsi qu'aux pollutions ; • et détecter les tendances et assurer une diffusion large des enseignements issus de l'accidentologie ; préconise, dans un Flash relatif aux périodes de fortes chaleurs établi en mai 2022, de prendre en compte les potentielles surchauffes électriques ou courts-circuits sur les moteurs et les batteries de condensateurs des transformateurs. Selon BASF, les installations électriques du site font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme extérieur. En revanche, l'exploitant ne réalise pas de contrôle renforcé des installations électriques ou des équipements pouvant être à l'origine de surchauffe, lors des épisodes de fortes chaleurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : BASF est invité à poursuivre l'analyse de sa maîtrise des risques liés aux épisodes de fortes chaleurs, en évaluant les risques de potentielles surchauffes électriques ou courts-circuits sur les moteurs et les batteries de condensateurs des transformateurs, et en examinant la nécessité de mettre en place des contrôles renforcés de ces installations lors des épisodes de fortes chaleurs. Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection ses conclusions sous 6 mois .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Disponibilité de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions régionales, Disponibilité de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité

[...]

- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

[...]

Constats :

L'eau utilisée pour la lutte contre l'incendie est notamment prélevée dans la Garonne.

Selon l'exploitant :

- il n'est pas redouté de surchauffe des moto-pompes prélevant en Garonne, compte tenu de leur conception ;
- les prélèvements en Garonne du site seront vraisemblablement restreints en cas de sécheresse bien avant que la Garonne n'atteigne un niveau trop bas pour l'utilisation des moto-pompes incendie. **Toutefois, BASF n'a pas évalué le niveau minimal devant être maintenu en Garonne pour que le fonctionnement des moto-pompes incendie ne soit pas impacté.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

BASF est invité à poursuivre l'analyse de sa maîtrise des risques liés aux épisodes de fortes chaleurs, en évaluant les risques présentés par les épisodes de fortes chaleurs, couplés éventuellement aux épisodes de sécheresse, sur ses capacités de pompage incendie : niveau minimal devant être maintenu en Garonne pour que le fonctionnement des moto-pompes incendie ne soit pas impacté, risque sur les équipements de prélèvements,...

Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection ses conclusions **sous 6 mois**.

Type de suites proposées : Sans suite